

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

TOULON, le 06/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES DE FRANCE

Les carrières
23250 SOUBREBOST

Références : D-UD83-2022- 0608
Code AIOT : 0006401997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement CARRIERES DE FRANCE implanté DOMAINE D'ORVES 83330 EVENOS. L'inspection a été annoncée le 22/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans la carrière située lieu dit "Coste belle" à EVENOS..

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE FRANCE
- DOMAINE D'ORVES 83330 EVENOS
- Code AIOT : 0006401997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est exploitée depuis plus de vingt ans . Il s'agit d'une carrière de calcaires marbriers . La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 16 novembre 2018 pour une durée de 30 ans avec une quantité annuelle maximale de 8000 tonnes de matériaux bruts.L'exploitant actuel est la société CARRIERE DE FRANCE

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Biodiversité
- Remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	bornage	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	suivi d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	remise en état	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	rétenion	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 7.4.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	suivi annuel	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 8.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	cloture	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.1.3	/	Sans objet
4	information	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modalités d'exploitation prévues par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter ne sont pas respectées.

Des non-conformités aux prescriptions réglementaires édictées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 novembre 2018 modifié ont été constatées lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;- le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le périmètre d'autorisation n'est pas borné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2mois

N° 2 : clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.1.3
Thème(s) : Autre, clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers, et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site. Le danger est signalé par des pancartes placées : <ul style="list-style-type: none">- sur Le ou les chemins d'accès aux abords des travaux ;- à proximité des zones clôturées. Les zones naturelles considérées comme inaccessibles (barres rocheuses...) ne sont pas concernées par cette prescription. L'entrée de la carrière est matérialisée par un portail interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : La clôture et le portail sont en place aux endroits nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : suivi d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.3
Thème(s) : Autre, suivi exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant évaluera les mesures de réduction et d'accompagnement préconisées lors des 3 premières années d'exploitation (n+] et n+3). Le suivi de la remise en état permettra d'adapter les mesures préconisées selon les premiers résultats constatés.
Constats : L'évaluation des mesures de réduction et d'accompagnement lors des 3 premières années d'exploitation (n+1) et (n+3) n' a pas été réalisée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6mois

N° 4 : information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, affichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : L'affichage réglementaire est en place
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.2.3
Thème(s) : Autre, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - mise en place d'une rampe sur les bassins artificiels pour faciliter la sortie des espèces prises au piège et menacées de noyade ; - création d'une mare. Celle-ci sera réalisée pour favoriser le développement des espèces d'insectes (odonates en particulier), des espèces d'amphibiens (rainette méridionale) et des autres taxons de manière générale (flore, avifaune, chauves-souris, reptiles, etc.). Elle devra être en pente douce avec des zones plus profondes, de préférence hors emprise de la demande d'autorisation, à proximité du hangar actuel étant donné la nature du sol. La revégétalisation se fera de manière spontanée. Cette mare ne devra pas être équipée de bâches ou autres dispositifs artificiels pour retenir l'eau. Une couche d'argile, d'une épaisseur de 30 à 50 cm est préconisée pour retenir au maximum l'eau.
Constats : Les rampes dans les bassins sont absentes et la mare n'a pas été créée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.2
Thème(s) : Autre, remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La remise en état doit être réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation et aux plans annexés au présent arrêté. Globalement, la remise en état du site consiste en un remblaiement partiel permettant de redonner au site un usage naturel et agricole à la fois. Elle doit être coordonnée à l'exploitation, conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.
Constats : La remise en état n'est pas réalisée conformément aux plans annexés à l'arrêté d'autorisation
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.3.3
Thème(s) : Autre, remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le merlon présent à gauche, en arrivant sur la carrière, sera modelé de façon à obtenir une pente plus douce et le sommet de la butte paysagère sera arrêté à 102 NGF contre 104 NGF actuellement. La végétalisation de ce merlon se fera progressivement de manière naturelle avec des espèces endémiques au site lors de la première phase d'exploitation. Les blocs marbriers impropres à la commercialisation actuellement stockés au Sud de la carrière en dehors du périmètre autorisé, seront utilisés dans le cadre de la remise en état de la phase 1 sous forme concassés (taille maximale 0,5 m* 0,5 m* 0,5 m).
Constats : Le merlon à gauche, en arrivant sur la carrière, n'a pas été modelé de façon à obtenir une pente plus douce ni revégétalisé Les blocs marbriers impropres à la commercialisation actuellement stockés au Sud de la carrière en dehors du périmètre autorisé n'ont pas été utilisés dans le cadre de la remise en état de la phase 1 sous forme concassés étant donné que la phase 1 de remise en état n'a pas été réalisée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6mois

N° 8 : rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Absence d'aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels lors du ravitaillement des engins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 8.4.1
Thème(s) : Autre, rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé</p> <p>au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre d'autorisation sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; - les limites du périmètre d'extraction ; - les bords de la fouille ; - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - le positionnement des fronts ; - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de stériles, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.</p> <p>Le rapport annuel d'exploitation comprend également le bilan des mesures réalisées, conformément au programme d'autosurveillance des retombées de poussières défini à l'article 8.2.1.1 du présent arrêté. Les valeurs mesurées sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de plan et de rapport annuel</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2mois